

Sexualité et politique en francophonie : état des lieux et perspectives de recherche

David Paternotte et Bruno Perreau

Volume 31, numéro 2, 2012

Sexualité et politique en francophonie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014349ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014349ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Paternotte, D. & Perreau, B. (2012). Sexualité et politique en francophonie : état des lieux et perspectives de recherche. *Politique et Sociétés*, 31(2), 3–30.
<https://doi.org/10.7202/1014349ar>

Sexualité et politique en francophonie : état des lieux et perspectives de recherche

David Paternotte

*Fonds de recherche scientifique (FRS-FNRS),
Université libre de Bruxelles
david.paternotte@ulb.ac.be*

Bruno Perreau

*Massachusetts Institute of Technology
bperreau@mit.edu*

Affirmer que la sexualité est une question politique semble, au premier abord, relever de l'évidence : non seulement il existe des politiques publiques dont le principal objet est la sexualité (contraception, prostitution, prévention des maladies sexuellement transmissibles, éducation sexuelle, etc.), mais de nombreux mouvements sociaux se sont également constitués autour de ces enjeux (prévention du harcèlement et des violences domestiques, luttes pour la liberté sexuelle et contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle, mobilisations pour le droit à l'avortement, etc.). Ces thèmes ont pourtant été assez peu analysés par la science politique, en particulier dans l'espace francophone.

Cet évitement doit être pensé dans le contexte de l'institutionnalisation de la science politique : discipline encore jeune, la science politique a dû consolider sa légitimité face à d'autres disciplines plus anciennes¹. Se constituer autour de thèmes stigmatisés socialement, tel celui de la sexualité, risquait donc, par homologie, de la disqualifier et, partant, pouvait menacer son propre développement. Ce phénomène est particulièrement marqué en France où la science politique a d'abord analysé le pouvoir d'État avant d'étendre progressivement son périmètre.

Par ailleurs, interroger la dimension politique de la sexualité, c'était s'exposer au déplacement des frontières public/privé, autour desquelles la

1. Voir, sur le cas français, Favre, 1985 ; et, sur le cas belge, Perrin et Jacquemain, 2008.

science politique avait progressivement construit son imaginaire². Comme le rappelle Mark Blasius à propos des questions lesbiennes, gaies, bisexuelles et transsexuelles (LGBT),

dans une optique libérale, la sexualité a été le plus souvent conçue dans les limites de la « vie privée », c'est-à-dire hors d'atteinte pour l'action de l'État. Toutefois, l'attention qu'ont portée les études LGBT/*queer* aux « politiques de la sexualité » a démontré en quoi les relations sexuelles constituent une dimension à travers laquelle opèrent les relations de pouvoir – le pouvoir étant l'objet de la science politique. (2001 : 7)

Enfin, et plus radicalement encore, penser la sexualité implique d'interroger l'histoire de la production des catégories sexuelles et des modes de nomination de soi (Lamoureux, 1998, 2009) et, partant, de déconstruire les analogies corporelles qui autorisent la croyance en l'existence d'un corps social (Mathieu, 1991). Ce travail invite à la déconstruction des représentations organicistes et libidinales de la citoyenneté : les communautés humaines ne constituent pas un simple agrégat des désirs individuels d'appartenance, mais plutôt l'imaginaire même de ce transfert.

Soutenir que la sexualité est une question politique requiert donc d'engager une réflexion épistémologique profonde sur la formation des objets, des méthodes et des concepts de la science politique contemporaine. Il ne s'agit ici ni de plaider pour la reconnaissance d'un sous-champ, ni de chercher « la normalisation » de la sexualité en science politique³, mais bel et bien de s'ouvrir à la possibilité d'une réflexion sur les processus de « disciplinarisation ».

Le desserrement du stigmate associé à la sexualité a bien sûr concouru au développement des recherches sur cette question depuis une quinzaine d'années, mais il serait trompeur de croire que la sexualité présente un intérêt pour le politiste simplement parce qu'il s'agirait d'une question d'actualité susceptible de constituer une nouvelle strate d'interprétation du politique. Non seulement la dimension politique de la sexualité est au cœur des réflexions sur la vie de la cité depuis l'Antiquité (Collin *et al.*, 2000 ; Borrillo et Colas, 2005) et a également servi à justifier la frontière privé/public dans la pensée des Lumières (Pateman, 2010), mais ces réflexions ne

2. En France, cette opposition privé/public a pris la forme d'une idéologie universaliste dont les répercussions ont atteint l'ensemble de l'espace francophone. Plusieurs travaux, tels que *Les mots des femmes* de Mona Ozouf, ont revendiqué une morale publique qui transfigure la séduction à l'œuvre dans les rapports privés. Dans un contexte de célébration du bicentenaire de la révolution française, de montée de l'extrême droite et de polémique autour du port du foulard à l'école, cette séparation privé/public a été décrite comme une « exception française ». La sexualité, à l'instar du genre, a ainsi été nationalisée (Scott, 2005).

3. À l'inverse des directrices du numéro de la *Revue française de science politique* consacré au « Genre entre *policy* et *politics* » qui plaidaient pour une « normalisation » du genre en science politique, c'est-à-dire son inscription « dans le *mainstream* de la science politique » (Boussaguet et Jacquot, 2009).

se sont, en outre, jamais limitées au monde académique (d'Eaubonne, 1970 ; Hocquenghem, 2000). Prétendre à l'innovation reviendrait à balayer du revers de la main, du haut des savoirs universitaires, des décennies de travail conceptuel dans les espaces militants, mais aussi, et plus largement, le sens pratique qui accompagne toute forme de subjectivation.

Ce numéro s'efforce au contraire de proposer une analyse critique des mécanismes à travers lesquels sexualité et politique se coproduisent dans des espaces de savoir/pouvoir à la fois multiples, entremêlés et mobiles⁴. Nous montrons que si la dimension politique de la sexualité n'est pas une question nouvelle, en revanche, les formes prises par la politisation de la sexualité aujourd'hui (au sens de sa mise en politique) s'avèrent tout à fait singulières : on constate en effet une expansion des mobilisations sociales pour inscrire la sexualité à l'agenda politique, sans pour autant que la croyance en son extériorité au champ politique ne soit réellement entamée⁵. La sexualité reste, le plus souvent, décrite comme relevant du domaine de l'intime, domaine dont le politique peut éventuellement se saisir (Lebaron et Weber, 2012). En atteste la difficulté de longue date à penser les « affaires de mœurs » autrement qu'à travers le registre de l'irruption du privé dans le domaine public ou à partir de la morale ou de l'éthique (Le Moigne, 2005 ; Tamagne, 2006a ; Jaunait et Matonti, 2012). Parfois, la sexualité a pu être envisagée comme une ressource pour faire de la politique autrement : il en va ainsi de la liste homosexuelle présentée par Patrick Cardon aux élections municipales d'Aix-en-Provence en 1977 ou des candidatures de Guy Hocquenghem et de Jean Le Bitoux aux élections législatives de 1978 à Paris. Toutefois, ces expériences furent isolées et la sexualité reste considérée, pour l'essentiel, comme infra-politique. La promesse des mouvements féministes selon laquelle « le personnel est politique » reste donc toujours à inventer.

Cette promesse suppose de ne pas confondre la visibilité de la sexualité et sa politisation⁶. La sexualité n'est en effet pas seulement un objet de parole ; elle est aussi un langage (Fassin, 2009 : 236 et suiv.). Foucault parlait même de « réalité de transaction » (2004 : 301). Par la régulation de la sexualité, ce sont les catégories de sexe, de genre, de classe, de race, de génération ou d'âge qui se trouvent énoncées. Si l'étude de la sexualité invite à questionner l'intersectionnalité, ce n'est donc pas parce que la sexualité est une

4. Dans leur introduction à *Politics of Sexuality*, Terrell Carver et Véronique Mottier rappellent que cet enchâssement est plus ou moins dense selon la place symbolique accordée à l'État (1998 : 1-9).

5. Nous souscrivons ainsi à la définition de Jacques Lagroye : la politisation est la conversion de « toutes sortes de pratiques en activités politiques » et ses effets « sur les acteurs et les activités apparemment les plus éloignés du jeu politique, les plus étrangers à ses règles et à ses enjeux, au point que leur légitimité soit parfois attachée à la préservation revendiquée de ce qui les en sépare » (2003 : 4).

6. Il s'agit de la critique centrale qu'adressait Michel Foucault (1976 : 11 et suiv.) au discours de « libération sexuelle » promu par Wilhelm Reich et Herbert Marcuse.

catégorie prédéfinie qui viendrait, au cours de l'action publique, se placer au croisement d'autres catégories déjà constituées⁷, mais bien parce qu'elle constitue un « site » de production catégorielle (Varikas, 2006 : 5). C'est la raison pour laquelle nous n'entendons pas limiter la notion de sexualité à un ensemble de pratiques érotiques dont la sélection serait largement arbitraire. La sexualité combine un ensemble d'actes, de représentations, de normes, d'identités, de corps, d'objets et d'affects, subjectivement perçus comme « sexuels » ou objectivés comme tels par diverses institutions (mariage, contrat d'union civile, éducation sexuelle, centres de santé, etc.). C'est le rapport entre ces deux registres qu'interrogent les contributions de ce numéro. S'il est possible de parler de « rapport sexuel », c'est en partie parce que la sexualité est un rapport de sens, une confrontation entre l'expérience sensible et l'institution (Laplanche, 1999 : 83 et suiv.).

Dès lors, l'étude de la sexualité pose le problème de l'objectivation. De nombreuses chercheuses féministes ont ouvert la voie en critiquant les métaphores androcentriques à l'œuvre dans toutes les disciplines scientifiques et proposé une théorie du point de vue. Celle-ci ne consiste pas en un relativisme phénoménologique mais, au contraire, en une forme d'« objectivité forte » (Harding, 1993 : 19) : non seulement l'émergence des connaissances scientifiques doit-elle être appréhendée dans un faisceau de relations de pouvoir, mais la capacité d'agir (*agency*) des objets scientifiques eux-mêmes doit être sans cesse considérée (Haraway, 2007). La théorie du point de vue ne promeut pas seulement la réflexivité (à la suite de l'approche socio-historique du politique), elle admet également un principe d'étrangeté, c'est-à-dire penser à partir des positions minoritaires (Dorlin, 2008 : 24-31). Analyser la politisation de la sexualité, c'est donc toujours penser politiquement les recherches sur la sexualité.

Pour ce faire, cette introduction soulève trois types de questions : comment les recherches sur la sexualité ont-elles été articulées à la mise en politique des questions de sexe et à l'émergence des études de genre ? Quels décalages épistémologiques existe-t-il entre la science politique et d'autres disciplines des sciences humaines et sociales, mais aussi au sein de la science politique francophone ? Enfin, aujourd'hui en science politique, quelles sont les principales orientations de recherche sur la sexualité et comment celles-ci s'inscrivent-elles dans l'émergence de nouveaux réseaux de recherche sur le plan international ?

7. Pour une analyse critique de l'intersectionnalité : Lépinard, 2005 ; Dorlin, 2009 ; Jaunait et Chauvin, 2012.

1. La sexualité, entre sexe et genre ?

Du débat public...

L'émergence du thème de la sexualité dans le débat public est contemporaine de la mise en politique des questions de sexe. Dès les années 1960, les revendications féministes en faveur de l'égalité (suppression de la tutelle paternelle, divorce par consentement mutuel, partage des tâches domestiques, égalité salariale, etc.) ont été articulées au combat pour la libre disposition de son corps (contraception libre et gratuite, droit à l'avortement, lutte contre les violences domestiques, etc.), combat qui avait émergé dès le début du XX^e siècle. Les mouvements féministes ont également contribué à l'émergence d'autres luttes. Un des exemples les plus emblématiques est la naissance du Front homosexuel d'action révolutionnaire en 1971, à la suite de l'action menée par le Mouvement de libération des femmes contre l'émission de radio de Méné Grégoire consacrée à l'homosexualité (Sibalis, 2005 ; Prearo, 2010). Au-delà même de la circulation des militants, le partage de certains répertoires d'action collective entre mouvements féministes et LGBT a été au cœur des mobilisations sociales en matière de sexualité depuis quarante ans⁸. Cela ne signifie pas pour autant que les référentiels de ces mouvements aient toujours été communs : chaque mouvement est le produit d'un ensemble d'opportunités et se sédimente autour d'objectifs propres (Fillieule et Duyvendak, 1999) et, parfois, contradictoires (Tahon, 2004 ; Chauvin, 2005). L'histoire du mouvement transsexuel et transgenre, qui a tenté de se frayer un chemin entre mouvements des femmes et mouvements gais et lesbiens, témoigne d'une trajectoire similaire (Motmans, 2010).

Les tensions militantes ont été productives en ce qu'elles ont concouru à la problématisation de la sexualité et au développement de recherches sur cette question. Il en va ainsi de la question de la prostitution : Lilian Mathieu (2003) a montré qu'en 1975 la participation des mouvements féministes (y compris abolitionnistes) à l'occupation de l'église Saint-Nizier à Lyon par des femmes prostituées a fait défaut au mouvement des prostituées contre la Loi sur le racolage passif en 2002. Cette différence s'explique à la fois par la transformation des espaces prostitutionnels au cours des années 1980 et 1990, la concurrence entre organisations humanitaires et services de l'aide sociale ainsi que l'émergence d'un clivage théorique au sein des mouvements féministes matérialistes (centrés sur la domination et les violences) et libertaires (centrés sur la contractualisation). C'est à l'aune de ces tensions que de nouvelles enquêtes sur la prostitution ont été initiées : elles mettent l'accent sur la diversité des pratiques prostitutionnelles, féminines et masculines (Handman et Mossuz-Lavau, 2005), ainsi que sur l'inscription de la

8. Voir, par exemple, le travail conjoint d'Act Up Paris, du Mouvement français pour le planning familial et de Sida info service (Act Up Paris *et al.*, 2008).

prostitution dans un continuum d'échanges économico-sexuels (Benquet et Trachman, 2009). De la même façon, la division des mouvements féministes après la création de « Ni putes ni soumises » a ouvert la voie à des recherches sur la sexualité des jeunes en banlieue, recherches qui ont permis d'invalider les clichés, très présents dans les sphères médiatiques et politiques, à propos des « tournantes » (Clair, 2008). Un phénomène analogue s'est produit sur la question de la pornographie : l'émergence de discours féministes pro-pornographie, largement relayés par les médias, a encouragé de nouvelles recherches sur les représentations de la sexualité (Ogien, 2003 ; Bourcier, 2011 ; Preciado, 2011). Enfin, il semble également difficile de ne pas associer le renouveau des recherches critiques sur la sexualité des jeunes (Blanchard *et al.*, 2010) au contexte de politisation de la question de la pédophilie après l'affaire Dutroux et le scandale d'Outreaux (Rihoux et Walgrave, 1998 ; Boussaguet, 2008).

Au-delà des luttes et des controverses politiques, d'autres problèmes publics ont émergé de façon plus soudaine : il en va ainsi de l'épidémie du sida (Fillieule, 1998). La rapide mobilisation des associations a eu pour conséquence d'inscrire la lutte contre les discriminations et la question de l'égalité des couples à l'agenda politique dans de nombreux pays occidentaux (Buton, 2005 ; Roca i Escoda, 2010). Dans un contexte de mondialisation des identités sexuelles et de prise en charge des questions liées au sida par des institutions internationales, la lutte contre l'épidémie a aussi contribué à la naissance de mobilisations homosexuelles sur le continent africain (Broqua dans ce numéro).

La revendication de la parité, l'agenda européen en faveur du *gender mainstreaming* et les revendications en faveur des droits sexuels issues des conférences onusiennes sur les droits des femmes (Swiebel, 2009) ont également œuvré en faveur du référentiel de l'égalité des droits. Toutefois, ces arguments qui, au nom de l'histoire de la discrimination des femmes, appelaient à des mécanismes juridiques correctifs (Gaspard *et al.*, 1992), ont pu être battus en brèche par des arguments plus naturalistes (Agacinski, 1998), comme le montre le cas français. Ces arguments ont alors renforcé la sacralisation de la différence des sexes (Bereni et Lépinard, 2004 ; Lépinard, 2007) et ont fait obstacle à une plus grande égalité des droits en matière de filiation, marquée par une forme pastorale de gouvernance (Perreau, 2012a). La situation s'est parfois révélée plus facile ailleurs. Tant au Québec (Charbonneau, 2004) qu'en Belgique (Herbrand, à paraître), une approche plus pragmatique a été développée, non seulement en raison d'un légicentrisme moins prononcé, mais aussi d'une moindre influence du familialisme sur les politiques de la citoyenneté.

... aux recherches sur la sexualité et les identités sexuelles

Si la politisation des questions de sexe a directement participé au développement de recherches sur la sexualité, la reconnaissance croissante des études de genre a également eu un fort impact sur ce développement. La sexualité constitue en effet l'un des axes de recherche les plus dynamiques des études de genre. Ce dynamisme se reflète dans la production récente des différentes revues sur le genre, qui intègrent de plus en plus d'articles sur les questions sexuelles et y consacrent même fréquemment des numéros thématiques (par exemple, *CLIO*, 2010 ; *Nouvelles questions féministes*, 2012). De la même manière, *Genre, Sexualité & Sociétés*, la principale revue francophone sur les questions de sexualité, se situe dans un modèle épistémologique unissant explicitement genre et sexualité.

Toutefois, la diffusion de la problématique de genre peut également comporter un certain effacement de la question de la sexualité : la notion de « genre » connaît des usages conservateurs qui, loin de penser les conditions sociales de production des catégories de sexe, ne retiennent que des définitions essentialisées (voir la critique de Carver et Mottier, 1998). « Genre » devient alors un synonyme de « femme » (Carver, 1996) et dissimule tant les cultures minoritaires que les solidarités féministes.

Par ailleurs, les études sur la sexualité ne peuvent être limitées aux travaux sur le genre (Mossuz-Lavau, 2002a) et le concept de genre ne peut, à lui seul, rendre compte du caractère multiple des expressions et des subcultures sexuelles, ni rendre compte des nombreuses formes de hiérarchisation basées sur la sexualité. Dès 1984, dans le contexte des *sex wars* étasuniennes, Gayle Rubin (2010 : 204) soulignait les limites d'une vision « qui traite la sexualité comme un produit dérivé du genre », affirmant que « bien que le sexe et le genre soient reliés, ils ne sont pas la même chose et ils constituent le fondement de deux aires différentes d'interaction sociale ». Il faut donc aussi comprendre les études LGBT et les études *queer* comme un geste critique adressé à certains usages du genre. Non seulement revendiquent-elles de militer pour une transformation des normes (à l'instar des études féministes durant les années 1970 [voir Eribon, 2004 : 17]) mais, en outre, elles proposent un retour plus critique sur les pratiques sexuelles elles-mêmes : leur objet n'est pas alors de les inventorier (Spira et Bajos, 1992 ; Bajos et Bozon, 2008), mais d'analyser chaque pratique comme l'émergence d'une culture sexuelle donnée, renouant ainsi avec le fil d'une sociologie plus compréhensive qu'avait développée Michael Pollak durant les années 1980 (Pollak, 1988, 1993)⁹. De ce point de vue, l'histoire culturelle des sexualités reste très insuffisamment étudiée dans l'espace francophone (Eribon, 1999 ;

9. Cette tradition a été poursuivie notamment par de Busscher, 2000 ; Mendès-Leite et Proth, 2002 ; Deschamps, 2006 ; et Gaissad, 2009.

Tamagne, 2000 ; Coulmont, 2007) et c'est souvent aux États-Unis qu'il est possible de trouver les ressources nécessaires à l'analyse de la production conjointe du politique et de la sexualité (par exemple Chauncey, 2003 ; Meyerovitz, 2004 ; Murat, 2006).

2. Décalages épistémologiques

Au sein des sciences humaines et sociales

Dans cette section, nous souhaitons souligner le retard pris par la science politique par rapport à des disciplines voisines. Certaines, dont l'anthropologie, ont été fondées à partir de l'étude de la sexualité. D'autres, pour lesquelles la sexualité ne constituait pas initialement une préoccupation de recherche, en font désormais une dimension essentielle de leurs analyses. C'est par exemple le cas de l'histoire. Enfin, des disciplines comme la sociologie ont d'abord subsumé l'étude de la sexualité sous d'autres thèmes de recherche (déviance, exclusion, identité, famille, etc.) avant de lui accorder une place propre.

L'anthropologie est sans nul doute la discipline qui, dès sa création, s'est montrée la plus attentive à l'étude de la sexualité (notamment, Malinowski, Mead, Lévi-Strauss). Si l'étude de la parenté n'y est pas pour rien, les pratiques sexuelles elles-mêmes ont très vite été un objet d'étude à part entière. Bien sûr, cet intérêt pour la sexualité des « sociétés exotiques » n'était pas dénué de stéréotypes et d'un désir, au moins implicite, de conforter l'idée d'une normalité sexuelle occidentale. Toutefois, il a aussi contribué à dénaturer la sexualité et à l'appréhender dans sa diversité. En témoignent notamment les travaux de Maurice Godelier et de Françoise Héritier. Cet intérêt ne s'est pas démenti dans l'espace francophone (Bazin *et al.*, 2000 ; Zialo et Bastin, 2001 ; Berliner et Herbrand, 2010).

Certaines disciplines, notamment l'histoire, ont longtemps jeté un regard « en diagonale » sur les questions sexuelles. Sans constituer le cœur de leurs travaux, plusieurs auteurs emblématiques ont intégré l'étude des comportements sexuels à leurs fresques historiques : Jean Delumeau, Jean Stengers, Paul Veyne, etc. Ce fut particulièrement le cas des historiens qui se sont intéressés à la vie quotidienne (comme Arlette Farge, Alain Corbin, Georges Duby, Philippe Ariès et Jean-Louis Flandrin). Ces auteurs ont ouvert la voie à de nouvelles générations de chercheurs pour lesquels la sexualité constitue un des principaux, si ce n'est le principal, objets de recherche (Chaperon, 2001, 2007 ; Bard et Taraud, 2003 ; Rebreyend, 2005 ; Tamagne, 2006b, Revenin ; 2007, Dupont et de Smaele, 2008 ; Gubin et Jacques, 2010 ; Chaperon et Taraud, à paraître).

Enfin, certaines disciplines comme la sociologie ont longtemps inscrit les questions sexuelles dans d'autres sous-champs, tels que celui de la

déviance ou de la famille, à l'image des travaux fondateurs de Simmel, Elias ou Goffman. L'interactionnisme a ainsi joué un rôle essentiel pour de nombreux sociologues de la sexualité (McIntosh, Plummer, Gagnon, Giami). Avec l'émergence de la sociologie de la reproduction sociale (Bourdieu, Passeron) d'une part et de la structuration d'autre part (Giddens), la sexualité a encore été renforcée comme critère incontournable de l'analyse des rapports de domination, au point de constituer aujourd'hui un champ à part entière. Tant l'Association française de sociologie que l'Association internationale des sociologues de langue française disposent d'un groupe de recherche sur ces questions. Un grand nombre de numéros thématiques de revue ont traité du sujet, par exemple : *Sociétés* (1988), *Sociologie et Sociétés* (1997), *Actes de la recherche en sciences sociales* (1998, 1999), *Sociétés contemporaines* (2001). Enfin, de nombreux sociologues se sont impliqués dans les débats politiques et sociaux, notamment sur les questions de couple et de parentalité (par exemple Fassin, 2000).

Si l'essor des travaux sur la sexualité est incontestable dans certaines disciplines des sciences humaines et sociales, il importe cependant de rappeler le rôle central des pouvoirs publics – État et régions en Europe et au Québec, institutions internationales, agences de développement, fondations et organisations non gouvernementales (ONG) étrangères dans le Sud – dans la commande et l'orientation de la recherche. Si les financements institutionnels ont permis de soutenir de nombreux travaux, ils les ont aussi maintenus dans une certaine forme de dépendance, voire de précarité (exigences de recherches appliquées, calendriers relativement courts, éloignement des financements réguliers de la recherche, etc.). En France, de nombreuses thèses et recherches récentes ont été réalisées dans le cadre de la prévention du sida, tout particulièrement sous l'égide de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) et de l'association Sidaction. En Belgique francophone, l'Observatoire du sida et des sexualités des Facultés universitaires Saint-Louis, qui poursuit le travail fondateur de François Delor, est aussi l'organe responsable du suivi et de l'amélioration des politiques en matière de VIH/sida (Dewaele *et al.*, 2006). Au Québec, la récente Chaire de recherche sur l'homophobie décernée à la sociologue Line Chamberland (Université du Québec à Montréal) est soutenue par le gouvernement québécois dans la mesure où elle s'inscrit dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie. Dans les trois cas ci-dessus, les préoccupations scientifiques ne constituent donc qu'une partie – parfois mineure – des motivations des bailleurs de fonds. Dès lors, on peut s'interroger sur l'avenir de ces recherches, à la légitimité souvent circonstancielle, quand l'intérêt social et politique sera retombé et que ces « problèmes sociaux » seront considérés comme résolus.

Au sein de l'espace francophone

Ce bref aperçu du développement des études sur la sexualité met en relief le retard certain de la science politique francophone. En 2002, lorsque Janine Mossuz-Lavau co-organisa un colloque sur le thème genre et politique (Bard *et al.*, 2004) à la demande de Pierre Muller, alors secrétaire de l'Association française de science politique, c'est le philosophe Didier Eribon qui intervint sur les questions gaies et la sociologue Michèle Ferrand qui traita des «lois du sexe». Plus récemment, une revue québécoise, le *Bulletin d'histoire politique*, a consacré deux numéros thématiques à «Homosexualité et politique au Canada et au Québec» (Chamberland, 2008) et «en Europe» (Risse, 2010). Toutefois, la composition des deux volumes témoigne d'un grand éclectisme disciplinaire et il s'agit d'une revue à dominante historique.

De la même façon, et malgré quelques évolutions récentes, encore très peu de cours spécifiquement dédiés à la sexualité sont dispensés dans les cursus de science politique des universités francophones. Parmi quelques exceptions, citons «Politique et diversité sexuelle» de Manon Tremblay à l'Université d'Ottawa; «Penser depuis les marges II: introduction aux Gay & Lesbian Studies» de Lorena Parini à l'Université de Genève; «Homosexualité et politique» enseigné par Françoise Gaspard et Bruno Perreau de 2005 à 2007 à Sciences Po (Paris); ainsi que le cours qu'Emmanuelle Huisman-Perrin consacre, également à Sciences Po, à «L'identité sexuelle en questions». Dans chacun de ces cas, la production anglophone, celle des *gender studies*, des *gay and lesbian studies* (Perreau, 2007) ainsi que des *queer studies* (Perreau, 2012b), a contribué à légitimer ces enseignements, parce que des cours similaires sont institutionnalisés de longue date aux États-Unis, mais aussi parce que la traduction récente d'auteurs clés a fait écho aux centres d'intérêt des étudiants eux-mêmes.

Cette plus ou moins grande ouverture à la production anglophone soulève la question des décalages épistémologiques au sein même de la science politique francophone. Si la mondialisation de la recherche est indéniable, force est de constater la permanence d'affinités culturelles et de traditions académiques vernaculaires: non seulement la langue contribue-t-elle à la sédimentation de communautés épistémiques, mais, de surcroît, les rétributions de la recherche, à la fois matérielles et symboliques, tendent à être distribuées dans des espaces à dimension plus restreinte. Nous nous permettons donc ici de traiter ensemble de travaux francophones dont la diversité est bien réelle. La francophonie n'est pas en effet un monolithe (Mendès-Leite et de Busscher, 1993). Si celle-ci reste dominée par la France, des débats distincts ont pu avoir lieu en Belgique, en Suisse et au Québec et des travaux sur la sexualité sont en train d'émerger dans d'autres parties du monde, tout particulièrement en Afrique noire (Epprecht et Gueboguo, 2009; Awondo, 2010; Eboko *et al.*, 2011) et, dans une moindre mesure, au

Maghreb (Zaganiaris, 2012). Par ailleurs, un certain nombre de chercheurs qui ont toujours travaillé hors de l'espace francophone et, bien souvent, dans d'autres langues, ont également enrichi les travaux sur les rapports entre sexualité et politique en francophonie. Parmi ceux-ci, il convient de citer, pour la France, Michael Bosia, Jan Willem Duyvendak, Julian Jackson, Enda McCaffrey, Denis Provencher, Judith Surkis, Carolyn Dean, Camille Robcis, Gunther Scott ou Michael Sibalis; pour le Québec, Miriam Smith; pour la Suisse, Nathalie Gerodetti, Brigitte Studer, Andra Maihofer; et, pour la Belgique, Joz Motmans et Petra Meier. Il faut enfin noter un taux d'émigration relativement important chez les politistes qui s'intéressent aux sexualités, aux logiques de recrutement dans l'espace francophone, très disciplinaires, s'avérant souvent peu compatibles avec des parcours de recherche plus vagabonds. Les recherches sur la sexualité constituent de ce point de vue un exemple particulièrement intéressant de communauté de recherche construite sur la base d'une langue et de références disciplinaires propres, mais aussi, et simultanément, sur le déplacement de ces frontières disciplinaires et linguistiques par l'établissement de réseaux transversaux.

3. Les orientations actuelles de la recherche

La production scientifique francophone¹⁰ consacrée aux rapports entre sexualité et politique s'articule aujourd'hui autour de trois axes principaux: citoyenneté, politiques publiques et action collective. Elle se caractérise aussi par le petit nombre de travaux sur des sujets tels que le vote, les partis politiques, la politique européenne et les relations internationales. Enfin, l'émergence de réseaux internationaux laisse entrevoir de nouvelles perspectives de recherche dans l'espace francophone lui-même.

Trois principaux axes de recherche

Le premier s'alimente tout autant à la théorie qu'à la sociologie politique. Il a conduit à explorer les droits dont certaines personnes sont privées pour des raisons liées à la sexualité tout en révélant les biais des théories de la citoyenneté. Ces travaux se sont plus particulièrement intéressés au rôle de l'État dans la régulation et l'organisation de la sexualité (Delessert, 2005; Corriveau, 2006; Corriveau et Daoust, 2011), aux entraves à la liberté sexuelle (Borrillo et Lochak, 2005), aux rapports entre sexualité et démocratie (Daoust, 2005; Fassin, 2005; Bureau, 2009), aux stratégies et modes d'accès à la citoyenneté

10. Nous avons choisi de nous concentrer sur les travaux qui, d'une manière ou d'une autre, s'inscrivent en science politique. Toutefois, étant donné la porosité des frontières disciplinaires en sciences humaines et sociales, nous avons également inclus d'autres types de contributions, dès lors qu'elles nous ont semblé décisives pour le développement des recherches sur la sexualité en science politique.

(Chambon, 2002 ; Martens, 2004 ; Paternotte, 2007) et aux dynamiques de mondialisation des droits, que ce soit à travers l'action des institutions internationales (Marques-Pereira et Raes, 2002) ou dans le cadre des problématiques d'asile et de migration (Falquet, 2011). Un certain nombre de travaux ont également étudié l'impact de l'imaginaire républicain – principalement dans le cas français¹¹ – sur les trajectoires militantes (Duyvendak, 1994) et la reconnaissance de droits sexuels (Fassin, 1998).

Le deuxième axe porte sur l'analyse des politiques publiques, à la fois les politiques de la sexualité et les politiques qui, par les représentations des catégories sexuelles qu'elles véhiculent, participent à sa régulation. De ce point de vue, les recherches sur la sexualité rejoignent les recherches sur le genre. Suivant la chronologie des politiques publiques elles-mêmes, les premiers thèmes analysés ont été l'avortement et la contraception (Mossuz-Lavau, 1966, 1986, 2002b ; Marques-Pereira, 1989 ; Gautier et Heinen, 1993 ; Moroni, 1994 ; Jenson et Sineau, 1995). De nouvelles questions sont désormais soulevées, comme la bioéthique et la procréation médicalement assistée (Memmi, 1996 ; Mehl, 1999, 2011 ; Engeli, 2009, 2010). Ces réflexions s'inscrivent dans une problématisation plus large, celle du « gouvernement des corps » (Fassin et Memmi, 2004). Les travaux sur le VIH/sida et les politiques de santé, qui se sont développés à partir des années 1990, ont également beaucoup analysé les rapports entre l'État et d'autres formes d'autorités, surtout médicales, mais aussi entrepreneuriales, et les différents régimes de savoir/pouvoir à l'œuvre dans la lutte contre l'épidémie (Favre, 1992 ; Lascoumes, 1994 ; Eboko, 1996, 2005 ; Cattacin *et al.*, 1997 ; Cattacin et Lucas, 1999 ; Steffen, 2001 ; Dodier, 2003 ; Cantelli, 2007).

Les politiques de lutte contre le sida ont également soulevé la question de la protection de la vie familiale. Si de nombreux travaux ont indiqué combien la famille constitue un champ central de l'action étatique (Commaille, 1996 ; Commaille et Martin, 1998 ; Schultheis, 1998 ; Lenoir, 2003), des politistes, des sociologues et des juristes ont plus particulièrement analysé le traitement juridique, politique et social de l'orientation sexuelle, qu'il s'agisse des diverses formes de reconnaissance légale du couple (Descoutures, *et al.*, 2008 ; Lascoumes, 2009 ; Roca i Escoda, 2010 ; Paternotte, 2011), de l'adoption (Herbrand, 2006 ; Perreau, 2012a) ou, plus largement, de l'encadrement de la parentalité (Herbrand, 2012). Enfin, certaines recherches ont mis en question les formes d'expertise académique qui, au nom d'une « vérité » des origines, se sont instituées en garantes de l'ordre social – ordre qu'elles contribuent par ailleurs à produire (Borrillo *et al.*, 1999 ; Robcis, à paraître).

11. Il convient également de noter l'importance des débats sur l'imaginaire sexuel des nations en dehors du cadre de la science politique : il s'agit, en particulier, de la question des tortures et des humiliations sexuelles lors de conflits internationaux et, plus généralement, des conditions implicites d'accès à la citoyenneté (Butler, 2008 ; Puar, 2012).

Dans le contexte de la *Loi sur la sécurité intérieure* en France et, plus largement, de la montée des revendications abolitionnistes, l'encadrement de la prostitution a également constitué un thème central à partir duquel les rapports entre sexualité et politique ont été interrogés (Handman et Mossuz-Lavau, 2005 ; Maugère, 2009). Certains travaux se sont intéressés à la mise en œuvre des politiques locales en matière de prostitution (Darley, 2008) ainsi qu'aux interactions entre prostitués et agents de l'État (Mathieu 2007a ; Mainsant, 2008, 2010).

Enfin, dans le prolongement des travaux féministes de Nicole-Claude Matthieu, Colette Guillaumin ou Paula Tabet, les violences sexuelles subies par les femmes et les dispositifs de lutte contre ces violences ont été analysés ensemble (Chetcuti et Jaspard, 2007 ; Falquet, 2012). D'autres recherches, à la croisée entre droit et science politique, étudient les politiques de lutte contre les violences et injures homophobes et, plus largement, les discriminations liées à la sexualité (Borrillo, 2003).

Le troisième axe de recherche concerne les mobilisations liées aux questions sexuelles. À nouveau, ces travaux ont d'abord porté sur les mobilisations en faveur des droits des femmes (Mottier, 1994 ; Picq, 2011). Toutefois, rares sont ceux qui se penchent principalement ou exclusivement sur des enjeux sexuels. Parmi ceux-ci, il faut citer des publications relatives aux luttes pour l'avortement et la contraception (Engeli, 2009 ; Pavard, 2009) ainsi que quelques travaux sur les mouvements de planning familial (Bard et Mossuz-Lavau, 2007) et les mobilisations de prostituées (Mathieu, 2001, 2003).

Un plus grand nombre de chercheurs se sont penchés sur les mobilisations homosexuelles. En écho au rôle central joué par la sexualité en tant que marqueur identitaire, cette littérature s'intéresse souvent aux liens entre mouvements sociaux et subcultures (Duyvendak, 1993 ; Demczuk et Remiggi, 1998 ; Higgins, 1999). Elle est cependant éparse et peu de travaux couvrent l'ensemble de l'histoire d'un mouvement dans un pays donné (Martel, 1996 ; Chetaille, 2009 ; Carstocea, 2010 ; Prearo, 2011 ; Delessert et Voegtli, 2012). Face à l'ampleur d'un travail empirique souvent difficile à mener, ces publications traitent plutôt d'un moment ou d'un enjeu, que ce soit les mouvements de « libération homosexuelle » (Sibalis, 2005 ; Prearo, 2010), la mouvance *camp* (Le Talec, 2008), *queer* (Smith, 2005) ou les mobilisations relatives à l'homosexualité (Borrillo et Lascoumes, 2002 ; Paternotte, 2008, 2011) ou à l'homoparentalité (Roca i Escoda, 2011). Dans ce cadre, on note un grand nombre de publications sur les mouvements de lutte contre le sida, d'abord en Occident (Barbot, 1995 ; Broqua et Filleule, 2001 ; Pinell *et al.*, 2002 ; Broqua, 2006 ; Filleule et Broqua, 2005 ; Mathieu, 2007b ; Chartrain, 2012), puis en Afrique (Gueboguo, 2008 ; Eboko *et al.* 2011).

Les silences de la recherche

Si les travaux sur les rapports entre sexualité et politique se sont développés en francophonie, plusieurs questions échappent à cette dynamique alors qu'elles sont traitées dans d'autres traditions académiques. C'est par exemple le cas de la vie et des partis politiques, à propos desquels il est possible de citer, parmi de rares travaux, un aperçu de l'engagement des différentes familles politiques françaises sur les questions sexuelles (Mossuz-Lavau, 2005) et un portrait de figures politiques homosexuelles et de leur parcours médiatique (Le Talec, 2009). Philippe Adam (2001) a aussi proposé une analyse de l'impact des mobilisations homosexuelles contre le sida sur les débats électoraux, tandis qu'une récente étude sur le comportement électoral des gais et des lesbiennes a été récemment publiée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po – CEVIPOF (Kraus, 2012). Toutefois, cette dernière s'avère surtout utile en ce qu'elle illustre la transformation de la mise en politique de la sexualité : pour la première fois, une étude sur le « vote homosexuel » était publiée durant une campagne présidentielle. Sur le fond, cette étude fait fi des différentes modalités sociales d'identification à la catégorie « homosexuelle » (Eribon, 2009) en ne se basant que sur le critère de l'auto-identification¹² (lui-même largement biaisé par le mode d'enquête utilisé : un questionnaire auto-administré en ligne).

Un bref regard sur les États-Unis permet de saisir l'ampleur du retard de la science politique francophone. Parmi les nombreux axes de recherche outre-Atlantique, il est possible de citer l'influence du type d'élection (Segura, 1999 ; Haider-Markel et Meier, 2002) ou l'impact des thèmes de campagnes électorales sur la cohérence du vote des lesbiennes et des gais. Mark Hertzog (1996 : 216-217) démontre ainsi que si la distance idéologique n'est pas importante entre les partis politiques et les débats peu clivés, l'hypothèse du « vote homosexuel » se désagrège. Ces travaux soulignent également qu'aucun comportement politique ne peut être dégagé sans une analyse locale des modes de subjectivation et de leur possibilité d'expression dans un système politique donné (Benstock, 1989) et insistent notamment sur la représentation des minorités sexuelles par le scrutin proportionnel (Rosenblum, 1996), sur la fonction tribunitienne du référendum en matière de sexualité (Bowler et Donovan, 1998) et sur la réaction des électeurs aux questions d'orientation sexuelle au niveau des États fédérés (Lax et Philipps, 2009). Enfin, le *coming out* (révélation publique de son homosexualité) en politique fait depuis longtemps l'objet d'analyses sérieuses tant du côté des interactions militantes que de l'opinion des électeurs (notamment Golebiowska et Thomsen, 1999 ; Smith et Haider-Markel, 2002).

12. Hertzog (1996) dans son étude du vote homosexuel, *The Lavender Vote*, a montré que l'auto-identification conduit à déformer l'échantillon en termes de sexe, de lieu de vie, de religion.

De nombreux travaux anglophones ont également souligné l'importance des phénomènes transnationaux et multi-niveaux pour comprendre la politique domestique (Kollman et Waites, 2009; Meier et Paternotte, 2010). Outre l'étude des mouvements transnationaux (Tremblay *et al.*, 2011; Ayoub, 2012; Holz hacker, 2012), ce regard a conduit depuis peu à un bourgeoonnement de travaux sur les questions sexuelles en matière de politique européenne et en relations internationales. Ceux-ci sont moins l'œuvre de chercheurs anglo-saxons que d'une communauté transnationale de recherche qui travaille en anglais. Ces différents travaux ont par exemple insisté sur l'impact de la machinerie politico-administrative (Beger, 2004; Weyembergh et Carstocea, 2006) ou judiciaire (Van der Vleuten et de Waele, 2011) des institutions européennes, sur les mécanismes de diffusion des revendications (Friedman, à paraître), sur le rôle de différents réseaux transnationaux (Paternotte et Kollman, à paraître) ou sur l'émergence de normes internationales en matière de politiques homosexuelles (Kollman, 2007).

Le développement de réseaux de recherche

Depuis le milieu des années 1980, les associations anglophones de science politique accordent une réelle visibilité aux travaux sur la sexualité, que ce soit par le biais de l'organisation de colloques ou l'existence de groupes de travail *ad hoc*. L'American Political Science Association dispose depuis 1987 d'un caucus gai, lesbien, bisexuel et transsexuel qui rassemble plus de 200 chercheurs et contribue à rendre cette question visible au sein de la discipline. En outre, la revue issue de la Women and Politics Research Section de l'APSA, *Politics & Gender*, publie régulièrement des articles sur des questions sexuelles. L'Association canadienne de science politique leur accorde aussi une place importante, comme en témoignent tant la *Revue canadienne de science politique* que la présidence récente de Miriam Smith, connue pour ses travaux sur le militantisme et les politiques publiques homosexuelles au Canada et aux États-Unis. Enfin, en Grande-Bretagne, le groupe Women & Politics de la Political Studies Association organise tous les deux ans une conférence sur le thème « genre et politique ». Depuis plusieurs années, les questions sexuelles y ont acquis une forte visibilité: la conférence « Shifting Agendas », organisée à l'Université de Manchester en février 2010, y était d'ailleurs très largement consacrée (Wilson, à paraître).

En Europe, le European Consortium for Political Research a organisé dès 1984 une *joint session* sur le thème de l'avortement (Lovenduski et Outshoorn, 1986) et des communications sur des questions sexuelles ont été régulièrement présentées au cours des diverses rencontres de l'association. En 1996, Terrell Carver et Véronique Mottier ont organisé la première *joint session* faisant l'inventaire des recherches sur les politiques sexuelles (Carver et Mottier, 1998). Depuis 2009, le Standing Committee on Gender and Politics

organise tous les deux ans la European Gender and Politics Conference. Dès la première édition, cette conférence a inclus une section sur la sexualité et la prochaine édition, qui se déroulera à Barcelone en mars 2013, comprend une nouvelle section intitulée «LGBTQI (Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer, and Intersex) Rights, Sexuality, and Politics». Enfin, au niveau mondial, l'International Studies Association comprend un caucus LGBTQA (Lesbian, Gay, Bisexual, Transgendered, Questioning and Allies) et le Council for European Studies s'est récemment doté d'un réseau de recherche sur le genre et la sexualité (Engeli et Paternotte, 2012).

Du côté francophone, des évolutions se font également sentir : en attestent la publication de deux articles sur des problématiques sexuelles (Boussaguet, 2009 ; Engeli, 2009) dans le numéro de la *Revue française de science politique* consacré au « Genre, à la frontière entre *policies* et *politics* », ainsi que la parution récente du numéro de *Raisons politiques* (Jaunait et Matonti, 2012) sur le consentement sexuel. S'il n'existe aucun groupe de travail spécifique sur la sexualité (faute de masse critique), les associations francophones de science politique et leurs différents groupes de travail se révèlent de plus en plus accueillants relativement aux travaux sur la sexualité. Lors du congrès francophone de science politique qui s'est déroulé à Lausanne en 2005, s'est tenu le premier atelier conjoint des groupes « genre et politique » des associations francophones de science politique : cet atelier a conduit à la publication d'un ouvrage où figure un texte sur la sexualité (Tremblay *et al.*, 2007). Un an plus tard, les associations française et suisse de science politique ont organisé un colloque commun sur les politiques du genre, dont la moitié des travaux, regroupés sous le vocable de « politiques de la vie privée », traitaient de questions sexuelles (Engeli *et al.*, 2008). En 2009, David Paternotte et Bruno Perreau ont dirigé une section thématique intitulée « Science politique et sexualité en francophonie : un état des lieux » à l'occasion du troisième congrès francophone de science politique, qui s'est tenu à Grenoble. Les textes réunis dans le présent numéro thématique en sont le résultat¹³. Enfin, le congrès 2013 de l'Association française de science politique consacrera deux sections thématiques (sur 64) aux questions sexuelles : « Affaires sexuelles, questions sexuelles, sexualités » (dirigée par Sandrine Lévêque et Frédérique Matonti) et « Des mouvements en changement : autonomisation, institutionnalisation, professionnalisation et ONGisation des associations LGBT » (dirigée par David Paternotte et Massimo Prearo).

13. Ont participé à ces journées : Mathilde Darley, Cathy Herbrand, Gwenaëlle Mainsant, Manon Tremblay, Olivier Fillieule, Janine Mossuz-Lavau, Lorena Parini sont également intervenus comme discutants.

Les contributions

Véronique Mottier propose un regard historique sur les politiques eugéniques mises en place en Suisse et dans le reste de l'Europe entre 1920 et 1970. Cette analyse lui permet d'ouvrir une réflexion sur les rapports entre État, race, nation et empire. Son travail interroge le rôle de l'État dans l'encadrement de la sexualité et de la reproduction et sa coexistence avec d'autres acteurs politiques et sociaux.

Isabelle Engeli et Marta Roca i Escoda s'intéressent à l'articulation entre la reconnaissance juridique des unions de même sexe en Suisse et les débats antérieurs sur la révision du droit du mariage et la famille d'une part et la procréation médicalement assistée d'autre part. À partir d'une analyse en termes de *path dependence*, les auteures montrent que les controverses antérieures ont contribué à limiter le champ des possibles lorsque s'est posée la question du couple homosexuel.

Audrey L'Espérance étudie l'action des tribunaux dans l'établissement de la filiation au Canada. À partir de l'étude de 45 décisions relatives à des «projets parentaux collaboratifs», elle soutient que les tribunaux de première instance sont devenus les principaux architectes des liens de filiation de ce nouveau type de famille. Elle souligne l'existence de trois logiques concurrentes dans le raisonnement des juges : un langage d'ordre biologique, des justifications fondées sur le rôle des parents et le bien-être de l'enfant, et, enfin, le principe d'égalité.

À partir de l'exemple de la revendication du droit au mariage pour les couples de même sexe en Belgique, en France et en Espagne, David Paternotte analyse le rôle joué par le droit en amont du processus de revendication. Il souligne ainsi, en avançant le concept de juridification, que si les militants gais et lesbiens de ces pays n'ont pas eu recours à des stratégies judiciaires, leurs discours procèdent d'une vision de l'agenda militant dans lequel le droit joue un rôle de matrice. Il montre que ce phénomène s'inscrit dans des transformations plus vastes du militantisme gai et lesbien.

Pour terminer, Christophe Broqua étudie l'émergence de mobilisations homosexuelles à Bamako. Il insiste sur la nécessité de décentrer le regard occidental pour pouvoir saisir ces phénomènes, tout en analysant l'impact qu'ont les représentations véhiculées par les médias internationaux ainsi que les catégories de l'action publique en matière de lutte contre l'épidémie de sida sur les identités et les pratiques homosexuelles en Afrique de l'Ouest. Son analyse pense la fluidité du rapport aux espaces communautaires, l'hybridité culturelle et la relation tactique aux institutions et nuance ainsi la thèse de la mondialisation des identités.

Bibliographie

- Actes de la recherche en sciences sociales*, 1998, « Homosexualités », n° 125.
- Actes de la recherche en sciences sociales*, 1999, « Sur la sexualité », n° 128.
- CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 2010, « Érotique », Sebillotte Cuchet, Violaine et Sylvie Steinberg (sous la dir. de), n° 31.
- Nouvelles questions féministes*, 2012, « Homophobies », Céline Perrin, Marta Roca i Escoda et Lorena Parini (sous la dir. de), vol. 31, n° 1.
- Sociétés*, 1988, « Entre hommes, entre femmes », Rommel Mendes-Leite (sous la dir. de), n° 17.
- Sociétés contemporaines*, 2001, « Les cadres sociaux de la sexualité », Michel Bozon (sous la dir. de), n°s 41-42.
- Sociologie et Sociétés*, 1997, « Homosexualités : enjeux scientifiques et militants », Line Chamberland (sous la dir. de), vol. 29, n° 1.
- Act-Up Paris, Mouvement français pour le planning familial et Sida info service, 2008, *Femmes et VIH. 1997-2007. Où en sommes-nous 10 ans après*, Actes des Journées de réflexions des 30 novembre et 1^{er} décembre 2007.
- Adam, Philippe, 2001, « Lutte contre le sida, pacs et élections municipales. L'évolution des expériences homosexuelles et ses conséquences politiques », *Sociétés contemporaines*, vol. 1-2, n°s 41-42, p. 83-110.
- Agacinski, Sylviane, 1998, *Politique des sexes*, Paris, Seuil.
- Awondo, Patrick, 2010, « The Politicisation of Sexuality and Rise of Homosexual Movements in Post-Colonial Cameroon », *Review of African Political Economy*, vol. 37, n° 125, p. 315-328.
- Ayoub, Phillip, 2012 (à paraître), « Cooperative Transnationalism in Contemporary Europe: Europeanization and Political Opportunities for LGBT Mobilization in the European Union », *European Political Science Review*.
- Bajos, Nathalie et Michel Bozon, 2008, *Enquête sur la sexualité en France*, Paris, La Découverte.
- Barbot, Janine, 1995, « Entre soi et face aux autres. La réunion hebdomadaire d'Act Up Paris », *Politix*, vol. 8, n° 31, p. 113-123.
- Bard, Christine, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau Janine (sous la dir. de), 2004, *Quand les femmes s'en mêlent : Genre et pouvoir*, Paris, Éditions de la Martinière.
- Bard, Christine et Janine Mossuz-Lavau (sous la dir. de), 2007, *Le Planning familial : histoire et mémoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Bard, Christine et Christelle Taraud (sous la dir. de), 2003, « ProstituÉs », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, n° 17.
- Bazin, Laurent, Rommel Mendès-Leite et Catherine Quiminal, 2000, « Anthropologie des sexualités », *Journal des anthropologues*, n°s 82-83.
- Beger, Nico, 2004, *Tensions in the Struggle for Sexual Minority Rights: Que(e)rying Political Practices in Europe*, Manchester, Manchester University Press.
- Benquet, Marlène et Mathieu Trachman, 2009, « Actualité des échanges économico-sexuels », *Genre, sexualité et société*, n° 2, consulté sur Internet (<http://gss.revues.org/index986.html>) le 1^{er} juin 2012.
- Benstock, Shari, 1989, « Paris Lesbianism and the Politics of the Reaction, 1900-1940 », dans Martin Duberman, Martha Vicinius et George Chauncey (sous la dir. de), *Hidden from History. Reclaiming the Gay and Lesbian Past*, New York, Meridian, p. 332-346.
- Bereni, Laure et Éléonore Lépinard, 2004, « 'Les femmes ne sont pas une catégorie.' Les stratégies de légitimation de la parité en France », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 1, p. 71-98.

- Berliner, David et Cathy Herbrand, 2010, « Pragmatique et médiations sexuelles », dans David Berliner et Cathy Herbrand (sous la dir. de), *Sexualités: apprentissage et performance, civilisations*, vol. 59, n° 1, p. 11-20.
- Blanchard, Véronique, Régis Revenin et Jean-Jacques Yvorel, 2010, *Les jeunes et la sexualité. Initiations, interdits, identités (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Autrement.
- Blasius, Mark (sous la dir. de), 2001, *Sexual Identities. Queer Politics*, Princeton, Princeton University Press.
- Borrillo, Daniel, 2003, *Lutter contre les discriminations*, Paris, La Découverte.
- Borrillo, Daniel et Dominique Colas (sous la dir. de), 2005, *L'homosexualité de Platon à Foucault. Anthologie critique*, Paris, Plon.
- Borrillo, Daniel, Éric Fassin et Marcela Iacub (sous la dir. de), 1999, *Au-delà du PaCS: L'expertise familiale à l'épreuve de l'homosexualité*, Paris, Presses universitaires de France.
- Borrillo, Daniel et Pierre Lascoumes, 2002, *Amours égales? Le Pacs, les homosexuels et la gauche*, Paris, La Découverte.
- Borrillo, Daniel et Danielle Lochak, 2005, *La liberté sexuelle*, Paris, Presses universitaires de France.
- Bourcier, Marie-Hélène, 2011, *Queer Zones 3. Identités, cultures, politiques*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Boussaguet, Laurie, 2008, *La pédophilie, problème public. France, Belgique, Angleterre*, Paris, Dalloz.
- Boussaguet, Laurie, 2009, « Les faiseuses d'agenda: Les militantes féministes et l'émergence des abus sexuels sur mineurs en Europe », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2, p. 221-246.
- Boussaguet, Laurie et Sophie Jacquot, 2009, « Mobilisations féministes et mise à l'agenda de nouveaux problèmes publics », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 2, p. 173-181.
- Bowler, Shawn et Todd Donovan, 1998, « Direct Democracy and Minority Rights: An Extension », *American Journal of Political Science*, vol. 42, n° 3, p. 1020-1024.
- Broqua, Christophe, 2006, *Agir pour ne pas mourir! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Broqua, Christophe et Olivier Fillieule, 2001, *Trajectoires d'engagement: AIDES et Act Up*, Paris, Textuel.
- Bureau, Marie-France, 2009, *Sexualité et démocratie: perspectives multidisciplinaires francophones*, Sherbrooke, Éditions de la Revue de droit de l'Université de Sherbrooke, 2009.
- Butler Judith, 2008, « Sexual Politics, Torture and Secular Time », *British Journal of Sociology*, vol. 59, n° 1, p. 1-23.
- Buton, François, 2005, « Sida et politique: saisir les formes de la lutte », *Revue française de science politique*, vol. 55, n°s 5-6, p. 787-810.
- Cantelli, Fabrizio, 2007, *L'État à tâtons: Pragmatique de l'action publique face au sida*, Bruxelles, Peter Lang.
- Carstocea, Sinziana, 2010, *La Roumanie – du placard à la libération. Éléments pour une histoire socio-politique des revendications homosexuelles dans une société postcommuniste*, thèse de doctorat, Bruxelles, Université libre de Bruxelles.
- Carver, Terrell, 1996, *Gender Is Not a Synonym for Women*, Boulder, Lynne Rienner.
- Carver, Terrell et Véronique Mottier (sous la dir. de), 1998, *Politics of Sexuality: Identity, Gender, Citizenship*, Londres, New York, Routledge.
- Cattacin, Sandro et Barbara Lucas, 1999, « Autorégulation, intervention étatique, mise en réseau. Les transformations de l'État social en Europe: les cas du VIH/

- sida, de l'abus d'alcool et des drogues illégales », *Revue française de science politique*, vol 49, n° 3, p. 379-398.
- Cattacin, Sandro, Christine Panchaud et Véronique Tattini, 1997, *Les politiques de lutte contre le VIH/sida en Europe de l'Ouest. Du risque à la normalisation*, Paris, L'Harmattan.
- Chamberland, Line (sous la dir. de), 2008, « Homosexualités et politique au Canada et au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 3.
- Chambon, Laurent, 2002, *Le sel de la démocratie: L'accès des minorités au pouvoir politique en France et aux Pays-Bas*, thèse de doctorat, Amsterdam, Université d'Amsterdam.
- Chaperon, Sylvie, 2001, « Histoire contemporaine des sexualités: ébauche d'un bilan historiographique », *Cahiers d'histoire*, n° 84, p. 5-22.
- Chaperon, Sylvie, 2007, « La sexologie française contemporaine: un premier bilan historiographique », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 17, p. 7-22.
- Chaperon, Sylvie et Christelle Taraud (sous la dir. de), à paraître, « Homosexualités des homosexualités dans l'Europe des XIX^e et XX^e siècles », *Cahiers d'histoire*, n° 119.
- Charbonneau, Johanne, 2004, « La recherche sur les solidarités familiales au Québec », *Revue française des affaires sociales*, vol. 3, n° 3, p. 171-204.
- Chartrain, Cécile, 2012, *Des jeunes contre le sida. Mobilisation de la jeunesse et reconfigurations de l'engagement autour d'un acteur négligé: l'association Solidarité Sida*, thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales (EHESS).
- Chauncey, George, 2003 [1998], *Gay New York. 1890-1940*, Paris, Fayard.
- Chauvin, Sébastien, 2005, « Les aventures d'une 'alliance objective'. Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XX^e siècle », *L'homme et la société*, n° 158, p. 111-130.
- Chetaille, Agnès, 2009, « Émergence et stratégies du mouvement gay et lesbien en Pologne: Le rôle des opportunités politiques », *Transitions*, vol. XLIX, n° 1, p. 67-88.
- Chetcuti, Natacha et Maryse Jaspard (sous la dir. de), 2007, *Violences envers les femmes: « Trois pas en avant, deux pas en arrière! » Réflexions autour d'une enquête en France*, Paris, L'Harmattan.
- Clair, Isabelle, 2008, *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Paris, Armand Colin.
- Collin, Françoise, Évelyne Pisier et Eleni Varikas (sous la dir. de), 2000, *Les femmes de Platon à Derrida*, Paris, Plon.
- Commaille, Jacques, 1996, *Misère de la famille, question d'État*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Commaille, Jacques et Claude Martin, 1998, *Les enjeux politiques de la famille*, Paris, Bayard.
- Corriveau, Patrice, 2006, *La répression des homosexuels au Québec et en France*, Montréal, Septentrion.
- Corriveau, Patrice et Valérie Daoust (sous la dir. de), 2011, *La régulation sociale des minorités sexuelles. L'inquiétude de la différence*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.
- Coulmont, Baptiste, 2007, *Sex-shops: une histoire française*, Paris, Dilecta.
- Daoust, Valérie, 2005, *De la sexualité en démocratie: L'individu libre et ses espaces identitaires*, Paris, Presses universitaires de France.
- Darley, Mathilde, 2008, « Le contrôle migratoire aux frontières Schengen: pratiques et représentations des polices sur la ligne tchéco-autrichienne », *Cultures & Conflits*, vol. 7, n° 3, p. 13-29.

- d'Eaubonne, Françoise, 1970, *Eros minoritaire*, Paris, Balland.
- de Busscher, Pierre-Olivier, 2000, « Le monde des bars gais parisiens : différenciation, socialisation et masculinité », *Journal des anthropologues*, n^{os} 82-83, p. 235-249.
- Delessert, Thierry, 2005, « Entre justice et psychiatrie : l'homosexualité dans le projet de code pénal suisse (1918) », *Gesnerus*, vol. 62, n^o 2, p. 237-256.
- Delessert, Thierry et Michaël Voegtli, 2012, *Homosexualités masculines en Suisse : De l'invisibilité aux mobilisations*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Demczuk, Irène et Frank Remiggi (sous la dir. de), 1998, *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, Montréal, VLB.
- Deschamps, Catherine, 2006, *Le sexe et l'argent des trottoirs*, Paris, Hachette.
- Descoutures, Virginie, Marie Digoix, Éric Fassin et Wilfried Rault (sous la dir. de), 2008, *Mariages et homosexualités dans le monde : L'arrangement des normes familiales*, Paris, Autrement.
- Dewaele, Alexis, Cathy Herbrand et David Paternotte, 2006, « Études gayes et lesbiennes / holebi-studies : état des savoirs critique et regards croisés entre la Flandre et la Communauté française de Belgique », dans *Actes du colloque « Savoirs de genre / quel genre de savoir ? »*, Bruxelles, Sophia, p. 154-171.
- Dodier, Nicolas, 2003, *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Dorlin, Elsa, 2008, *Sexe, genre et sexualités*, Paris, Presses universitaires de France.
- Dorlin, Elsa, 2009, *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, Presses universitaires de France.
- Dupont, Wannes et Henk de Smaele (sous la dir. de), 2008, « L'histoire contemporaine de la sexualité en Belgique », *Revue belge d'histoire contemporaine*, vol 38, n^{os} 3-4, p. 273-296.
- Duyvendak, Jan Willem, 1993, « Une 'communauté homosexuelle' en France et aux Pays-Bas ? De blocs, tribus et liens », *Sociétés*, n^o 39, p. 75-81.
- Duyvendak, Jan Willem, 1994, *Le poids du politique : Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan.
- Eboko, Fred, 1996, « L'État camerounais et les cadets sociaux face à la pandémie du sida », *Politique africaine*, n^o 64, p. 135-145.
- Eboko, Fred, 2005, « Politique publique et sida en Afrique. De l'anthropologie à la science politique », *Cahiers d'études africaines*, vol. XLV, n^o 2, p. 351-387.
- Eboko Fred, Frédéric Bourdier et Christophe Broqua (sous la dir. de), 2011, *Les Suds face au sida : quand la société civile se mobilise*, Marseille, Institut de recherche pour le développement (IRD).
- Engeli, Isabelle, 2009, « La problématisation de la procréation médicalement assistée en Suisse : les aléas de la mobilisation féministes », *Revue française de science politique*, vol. 59, n^o 2, p. 203-219.
- Engeli, Isabelle, 2010, *Les politiques de la reproduction. Les politiques d'avortement et de procréation médicalement assistée en France et en Suisse*, Paris, L'Harmattan.
- Engeli, Isabelle, Thanh-Huyen Ballmer-Cao et Pierre Muller (sous la dir. de), 2008, *Les politiques du genre*, Paris, L'Harmattan.
- Engeli, Isabelle et David Paternotte (sous la dir. de), 2012, « Gender and Sexual Politics: A Central Issue for European Studies », *Perspectives on Europe*, vol. 42, n^o 1.

- Eprecht, Mark et Charles Gueboguo (sous la dir. de), 2009, « New Perspectives on Sexualities in Africa. Les sexualités africaines dans leurs nouvelles perspectives », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 43, n° 1.
- Eribon, Didier, 1999, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard.
- Eribon, Didier (sous la dir. de), 2004, *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris, Larousse.
- Eribon, Didier, 2009, *Retour à Reims*, Paris, Fayard.
- Falquet, Jules, 2011, « Lesbiennes migrantes, entre hétéro-circulation et recompositions néolibérales du nationalisme », dans Claire Cossée, Adelina Miranda, Nouria Ouali et Djaouida Sehili (sous la dir. de), *Le genre au cœur des migrations*, Paris, Éditions Petra, consulté sur Internet (<http://www.reseau-terra.eu/article1092.html>) le 15 juillet 2012.
- Falquet, Jules, 2012, « DSK ou le continuum entre les violences masculines et les violences néolibérales », *Nouvelles questions féministes*, vol. 31, n° 1, p. 80-87.
- Fassin, Éric, 1998, « Homosexualité et mariage aux États-Unis : histoire d'une polémique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 125, p. 63-73.
- Fassin, Éric, 2000, « Usage de la science et science des usages. À propos des familles homoparentales », *L'Homme*, n° 154-155, p. 391-407.
- Fassin, Éric, 2005, « La démocratie sexuelle », *Comprendre*, n° 6, p. 263-272.
- Fassin, Éric, 2009, *Le sexe politique. Genre et sexualité au miroir transatlantique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Fassin, Didier et Dominique Memmi (sous la dir. de), 2004, *Le gouvernement des corps*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Favre, Pierre, 1985, « Histoire de la science politique », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, vol. 1, Paris, Presses universitaires de France, p. 28-41.
- Favre, Pierre (sous la dir. de), 1992, *Sida et politique : les premiers affrontements (1981-1987)*, Paris, L'Harmattan.
- Fillieule, Olivier, 1998, « Mobilisation gay en temps de sida », dans Didier Eribon (sous la dir. de), *Les études gays et lesbiennes*, Paris, Éditions du Centre Pompidou, p. 81-97.
- Fillieule, Olivier et Christophe Broqua, 2005, « La défection dans deux associations de lutte contre le sida : Act Up et AIDES », dans Olivier Fillieule (sous la dir. de), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p. 189-228.
- Fillieule, Olivier et Jan Willem Duyvendak, 1999, « Gay and Lesbian Activism in France. Between Integration and Community-oriented Movements », dans Barry Adam, Jan Willem Duyvendak et André Krouwel (sous la dir. de), *The Global Emergence of Gay and Lesbian Politics. National Imprints of a Worldwide Movement*, Philadelphia, Temple University Press, p. 184-213.
- Foucault, Michel, 1976, *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.
- Foucault, Michel, 2004, *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France 1978-1979*, Paris, Gallimard.
- Friedman, Elizabeth, à paraître, « Constructing 'The Same Rights With The Same Names' : The Impact of Spanish Norm Diffusion on Marriage Equality in Argentina », *Latin American Politics and Society*.
- Gaissad, Laurent, 2009, « De 'vrais' hommes entre eux : Lieux de drague et socialisation sexuelle au masculin », *Sextant*, n° 27, p. 45-60.
- Gaspard, Françoise, Claude Servan-Schreiber et Anne Le Gall, 1992, *Au pouvoir citoyennes ! Liberté, égalité, parité*, Paris, Seuil.

- Gautier Arlette et Jacqueline Heinen (sous la dir. de), 1993, *Le sexe des politiques sociales*, Paris, Côté-femmes.
- Golebiowska, Ewa A. et Cynthia J. Thomsen, 1999, « Group Stereotypes and Evaluations of Individuals: The Case of Gay and Lesbian Political Candidates », dans Ellen D.B. Riggie, Barny L. Tadlock (sous la dir. de), *Gays and Lesbians in the Democratic Process: Public Policy, Public Opinion and Representation*, New York, Columbia University Press, p. 192-219.
- Gubin, Éliane et Catherine Jacques, 2010, « Construire l'histoire des sexualités. Regards critiques sur l'historiographie contemporaine », dans Régine Beauthier, Valérie Piette et Barbara Truffin (sous la dir. de), *La modernisation de la sexualité*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 185-228.
- Gueboguo, Charles, 2008, « Mobilisations transnationales des communautés homosexuelles en Afrique. Une affaire à suivre », *Anthropologie et Sociétés*, n° 32, p. 85-93.
- Haider-Markel, Donald P. et Kenneth J. Meier, 2002, « The Politics of Gay and Lesbian Rights: Expanding the Scope of Conflict », *Journal of Politics*, n° 58, p. 332-349.
- Handman, Marie-Elisabeth et Janine Mossuz-Lavau, 2005, *La prostitution à Paris*, Paris, Éditions de la Martinière.
- Haraway, Donna, 2007 [1991], *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes*, Paris, Exils.
- Harding, Sandra, 1993, *The "Racial" Economy of Science*, Bloomington, Indiana University Press.
- Herbrand, Cathy, 2006, « L'adoption par les couples de même sexe », *Courrier hebdomadaire du CRISP* [Centre de recherche et d'information socio-politiques], n°s 1911-1912.
- Herbrand, Cathy, 2012, « La filiation à l'épreuve de la présomption de 'paternité' pour les couples de même sexe : questionnement et perspectives à partir du cas belge », *Droit et Société*, n° 82.
- Hertzog, Mark, 1996, *The Lavender Vote: Lesbians, Gay Men, and Bisexuals in American Electoral Politics*, New York, New York University Press.
- Higgins, Ross, 1999, *De la clandestinité à l'affirmation: Pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*, Montréal, Comeau & Nadeau.
- Hocquenghem, Guy, 2000 [1972], *Le désir homosexuel*, Paris, Fayard.
- Holzacker, Ronald, 2012, « National and Transnational Strategies of LGBT Civil Society Organizations in Different Political Environments: Modes of Interaction in Western and Eastern Europe of Equality », *Comparative European Politics*, vol. 10, n° 1, p. 23-47.
- Jaunait Alexandre et Sébastien Chauvin, 2012, « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 12, n° 1, p. 5-20.
- Jaunait Alexandre et Frédérique Matonti (sous la dir. de), 2012, « Consentement sexuel », *Raisons politiques*, vol. 46, n° 2.
- Jenson, Jane et Mariette Sineau, 1995, *Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Kollman, Kelly, 2007, « Same-Sex Unions: The Globalization of an Idea », *International Studies Quarterly*, n° 51, p. 329-357.
- Kollman, Kelly et Matthew Waites, 2009, « The Global Politics of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Human Rights: An Introduction », *Contemporary Politics*, vol. 15, n° 1, p. 1-17.
- Kraus, François, 2012, « Gays, bis et lesbiennes : des minorités sexuelles ancrées à gauche », *CEVIPOF Élections 2012*, n° 8.

- Lagroye, Jacques, 2003, *La politisation*, Paris, Belin, 2003
- Lamoureux, Diane (sous la dir. de), 1998, *Les limites de l'identité sexuelle*, Montréal, Éditions du Remue-ménage.
- Lamoureux, Diane, 2009, « Reno(r/m)mer 'la' lesbienne », *Genres, sexualités, sociétés*, n° 1, consulté sur Internet (<http://gss.revues.org/index635.html>) le 15 juillet 2012.
- Laplanché, Jean, 1999, *La sexualité humaine. Biologisme et biologie*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond.
- Lascoumes, Pierre, 1994, « VIH, exclusions et luttes contre les discriminations: une épidémie révélatrice d'orientations nouvelles dans la construction et la gestion des risques », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 22, p. 61-75.
- Lascoumes, Pierre, 2009, « Les compromis parlementaires, combinaisons de surpolitisation et de sous-politisation: les lois de réforme du Code pénal et de création du Pacs », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 3, p. 455-478.
- Lax, Jeffrey et Justin Phillips, 2009, « Gay Rights in the States: Public Opinion and Policy Responsiveness », *American Political Science Review*, vol. 103, n° 3, p. 367-386.
- Le Moigne, Nicolas, 2005, « L'affaire Eulenburg: homosexualité, pouvoir monarchique et dénonciation publique dans l'Allemagne impériale (1906-1908) », *Politix*, n° 71, p. 83-106.
- Le Talec, Jean-Yves, 2008, *Folles de France: Repenser l'homosexualité masculine*, Paris, La Découverte.
- Le Talec, Jean-Yves, 2009, « Être homosexuel en politique. Entre nature et culture », *La Revue*, n° 3, consulté sur Internet (<http://www.lrdb.fr/articles.php?lng=fr&pg=1236>) le 15 juillet 2012.
- Lebaron, Frédéric et Louis Weber (sous la dir. de), 2012, « Couples, sexualités, vie privée/vie publique », *Savoir/agir*, n° 20.
- Lenoir, Rémi, 2003, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Seuil.
- Lépinard, Éléonore, 2005, « Malaise dans le concept. Différence, identité, théorie féministe », *Cahiers du genre*, vol. 2, n° 39, p. 107-135.
- Lépinard, Éléonore, 2007, *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la République*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Lovenduski, Joni et Joyce Outshoorn, 1986, *The New Politics of Abortion*, Londres, Sage.
- Mainsant, Gwenaëlle, 2008, « L'État en action: classements et hiérarchies dans les investigations policières en matière de proxénétisme », *Sociétés contemporaines*, vol. 72, n° 4, p. 37-57.
- Mainsant, Gwenaëlle, 2010, « Du juste usage des émotions. Le rôle institutionnel des policier(e)s chargé(e)s de la lutte contre le proxénétisme », *Déviances et sociétés*, vol. 34, n° 2, p. 253-265.
- Marques-Pereira, Bérengère, 1989, *L'avortement en Belgique: de la clandestinité au débat politique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Marques-Pereira, Bérengère et Florence Raes, 2002, « Les droits reproductifs comme droits humains: une perspective internationale », dans Marie-Thérèse Coenen (sous la dir. de), *Corps de femmes*, Bruxelles, De Boeck Université, p. 19-38.
- Martel, Frédéric, 1996, *Le rose et le noir. Les homosexuels en France depuis 1968*, Paris, Le Seuil.
- Martens, Vladimir, 2004, *Citoyenneté, discrimination et préférence sexuelle*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint-Louis.
- Mathieu, Lilian, 2001, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin.

- Mathieu, Lilian, 2003, « Prostituées et féministes en 1975 et 2002 : l'impossible reconduction d'une alliance », *Travail, genre et sociétés*, vol. 10, n° 2, p. 31-48.
- Mathieu, Lilian, 2007a, *La condition prostituée*, Paris, Textuel.
- Mathieu, Lilian, 2007b, « Act Up ou la tentation de la politique : Sur les recompositions de la gauche protestataire de 1997 à 2002 », *Modern and Contemporary France*, vol. 15, n° 2, p. 153-168.
- Mathieu, Nicole-Claude, 1991, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-Femmes.
- Maugère, Amélie, 2009, *Les politiques de la prostitution : du Moyen Âge au XXI^e siècle*, Paris, Dalloz.
- Mehl, Dominique, 1999, *Naître ? La controverse bioéthique*, Paris, Bayard.
- Mehl, Dominique, 2011, *Les lois de l'enfantement. Procréation et politique en France, 1982-2011*, Paris, Presses de Science Po.
- Meier, Petra et David Paternotte, 2010, « Mouvements sociaux et action publique entre dynamiques transnationales et multi-niveaux », dans Bérengère Marques-Pereira, Petra Meier et David Paternotte (sous la dir. de), *Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, p. 13-33.
- Memmi, Dominique, 1996, *Les gardiens du corps : dix ans de magistère bioéthique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Mendès-Leite, Rommel et Pierre-Olivier de Busscher (sous la dir. de), 1993, « Gay Studies from the French Cultures: Voices from France, Belgium, Brazil, Canada, and the Netherlands », *Journal of Homosexuality*, vol. 25, n°s 1-3.
- Mendès-Leite, Rommel et Bruno Proth, 2002, « Pratiques discrètes entre hommes », *Ethnologie française*, vol. 32, n° 1, p. 31-40.
- Meyerovitz, Joanne, 2004, *How Sex Changed. A History of Transsexuality in the United States*, Cambridge, Harvard University Press.
- Moroni, Isabelle, 1994, « Processus de politisation des problèmes et mouvements féministes : le cas de l'avortement et de la procréation médicalement assistée en Suisse », *Annuaire suisse de science politique*, n° 34, p. 99-122.
- Mossuz-Lavau, Janine, 1966, « La régulation des naissances : aspects politiques », *Revue française de science politique*, vol. 16, n° 5, p. 913-939.
- Mossuz-Lavau, Janine, 1986, « Abortion Policy in France under Governments of the Right and Left (1973-1984) », dans Joni Lovenduski et Joyce Outshoorn (sous la dir. de), *The New Politics of Abortion*, Londres, Sage, p. 86-104.
- Mossuz-Lavau, Janine, 2002a, *La vie sexuelle en France*, Paris, Éditions de la Martinière.
- Mossuz-Lavau, Janine, 2002b [1991], *Les lois de l'amour : Les politiques de la sexualité en France (1980-2002)*, Paris, Payot.
- Mossuz-Lavau, Janine, 2005, « La droite, la gauche et les politiques de la sexualité », *Comprendre*, n° 6, p. 127-139.
- Motmans, Joz, 2010, *Op brakke grond: identiteitenpolitiek als mobilisatiestrategie in de Vlaamse transgenderbeweging* [Sur un terrain instable : la politique identitaire comme stratégie de mobilisation dans le mouvement transgenre flamand], thèse de doctorat, Anvers, Université d'Anvers.
- Mottier, Véronique, 1994, « La mise en discours de la sexualité : le féminisme à la recherche de stratégies », *Annuaire suisse de science politique*, n° 34, p. 79-98.
- Murat, Laure, 2006, *La loi du genre. Une histoire culturelle du « troisième sexe »*, Paris, Fayard.
- Ogien, Ruwen, 2003, *Penser la pornographie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Pateman, Carole, 2010 [1988], *Le contrat sexuel*, Paris, La Découverte.

- Paternotte, David, 2007, « L'ouverture du mariage civil aux couples gays et lesbiens : un nouveau modèle d'accès à la citoyenneté », dans Manon Tremblay, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Bérengère Marques-Pereira et Mariette Sineau (dir.), *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 61-79.
- Paternotte, David, 2008, « Les niveaux multiples d'activisme : le 'mariage gai' en Belgique, France et Espagne », *Revue canadienne de science politique*, vol. 41, n° 4, p. 935-952.
- Paternotte, David, 2011, *Revendiquer le « mariage gay »*. Belgique, France, Espagne, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Paternotte, David et Kelly Kollman, à paraître, « Transnational Networks and the Expansion of LGBT Rights in Europe », dans Ronald Holzhaecker et Kathleen Lahey (sous la dir. de), *Global Queer: Transnational Activism and International Human Rights*, New York, New York University Press.
- Pavard, Bibia, 2009, « Genre et militantisme dans le mouvement pour la Liberté de l'avortement et la contraception. Pratique des avortements (1973-1979) », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, n° 29, p. 79-96.
- Perreau, Bruno, 2007, « Le choix de l'homosexualité », dans Bruno Perreau (sous la dir. de), *Le choix de l'homosexualité. Recherches inédites sur la question gay et lesbienne*, Paris, EPEL, p. 9-23.
- Perreau, Bruno, 2012a, *Penser l'adoption. La gouvernance pastorale du genre*, Paris, Presses universitaires de France.
- Perreau Bruno, 2012b, « La réception du geste *queer* en France. Performativité, subjectivation et devenir minoritaire », dans Natacha Chetcuti et Luca Greco (sous la dir. de), *La face cachée du genre: langage et pouvoir des normes*, Paris, Presses de l'Université Paris III, p. 123-142.
- Perrin, Nathalie et Marc Jacquemain, 2008, *Science politique en Belgique francophone*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant.
- Picq, Françoise, 2011, *Libération des femmes. Quarante ans de mouvement*, Brest, Dialogues.
- Pinell, Patrice, Christophe Broqua, Pierre-Olivier de Busscher, Marie Jauffret et Claude Thiaudière, 2002, *Une épidémie politique: la lutte contre le sida en France, 1981-1996*, Paris, Presses universitaires de France.
- Pollak, Michael, 1988, *Les homosexuels et le sida. Sociologie d'une épidémie*, Paris, Métailié.
- Pollak, Michael, 1993, *Une identité blessée: études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié.
- Prearo, Massimo, 2010, « Le moment 70 de la sexualité: de la dissidence identitaire en milieu militant », *Genre, sexualité & société*, n° 3, consulté sur Internet (<http://gss.revues.org/index1438.html>) le 21 juin 2012.
- Prearo, Massimo, 2011, *La genèse des mouvements d'affirmation identitaire: homosexualité et identité à l'âge de l'autonomie*, thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales.
- Preciado, Beatriz, 2011, *Pornotopie. Playboy et l'invention de la sexualité multi-média*, Paris, Climats.
- Puar Jasbi K., 2012 [2007], *Homonationalisme. Politiques queer après le 11 septembre*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Rebreyend, Anne-Claire, 2005, « Comment écrire l'histoire des sexualités au XX^e siècle? Bilan historiographique comparé français-anglo-américain », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, n° 22, p. 185-209.
- Revenin, Régis, 2007, « Les études et recherches lesbiennes et gays en France (1970-2006) », *Genre & Histoire*, n° 1, consulté sur Internet (<http://genrehistoire.revues.org/index219.html>) le 15 juillet 2012.

- Rihoux Benoît et Stefaan Walgrave, 1998, « Disparitions d'enfants et Justice: émergence de nouveaux acteurs », *Courrier hebdomadaire du CRISP* [Centre de recherche et d'information socio-politiques], n^{os} 1590-1591.
- Risse, David (sous la dir. de), 2010, « Homosexualités et politique en Europe », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 18, n^o 2.
- Robcis, Camille, à paraître, *The Law of Kinship: Anthropology, Psychoanalysis, and the Family in Twentieth-Century France*, Ithaca, Cornell University Press.
- Roca i Escoda, Marta, 2010, *La reconnaissance en chemin. L'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*, Zürich, Seismo.
- Roca i Escoda, Marta, 2011, « De la mobilisation du droit à la réalisation du droit: Les actions de l'association catalane 'Familles lesbiennes et Gays' », *Politix*, vol. 24, n^o 94, p. 59-80.
- Rosenblum, Darren, 1996, « Geographically Sexual? Advancing Lesbian and Gay Interests through Proportional Representation », *Harvard Civil Rights-Civil Liberties Law Review*, vol. 31, p. 19-154.
- Rubin, Gayle, 2010 [1984], « Penser le sexe », dans Gayle Rubin (sous la dir. de), *Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe*, Paris, EPEL, p. 135-209.
- Schultheis, Franz, 1998, « Affaires de famille-affaires d'État: une approche comparative des formes de régulation socio-politique des faits familiaux », dans Renée Dandurand, Pierre Lefebvre et Jean-Pierre Lamoureux (sous la dir. de), *Quelle politique familiale à l'aube de l'an 2000 ?*, Paris, L'Harmattan, p. 21-34.
- Scott, Joan, 2005, *Parité! L'universel et la différence des sexes*, Paris, Albin Michel.
- Segura, Gary M., 1999, « Institutions Matter. Local Electoral Laws, Gay and Lesbian Representation, and Coalition Building Across Minority Communities », dans Ellen D.B. Riggle et Barny L. Tadlock (sous la dir. de), *Gays and Lesbians in the Democratic Process: Public Policy, Public Opinion and Representation*, New York, Columbia University Press, p. 220-241.
- Sibalis, Michael, 2005, « Gay Liberation Comes to France: The Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) », dans Ian Collier, Helen Davies et Julie Kalman (sous la dir. de), *French History and Civilization: Papers from the George Rudé Seminar*, Melbourne, The George Rudé Society, vol. 1, p. 267-278.
- Smith, Miriam, 2005, « Identités queer: Diaspora et organisation ethnoculturelle et transnationale des lesbiennes et des gais à Toronto », *Lien social et Politiques*, n^o 53, p. 81-92.
- Smith, Raymond A. et Donald P. Haider-Markel, 2002, *Gay and Lesbian Americans and Political Participation: A Reference Handbook*, Santa Barbara, ABC CLIO.
- Spira, Alfred et Nathalie Bajos, 1992, *Les comportements sexuels en France*, Paris, La Documentation française.
- Steffen, Monika, 2001, *Les États européens face au sida*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Swiebel, Joke, 2009, « Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Human Rights: the Search for an International Strategy », *Contemporary Politics*, vol. 15, n^o 1, p. 19-35.
- Tahou, Marie-Blanche, 2004, *Vers l'indifférence des sexes? Union civile et filiation au Québec*, Montréal, Boréal.
- Tamagne, Florence, 2000, *Histoire de l'homosexualité en Europe. Berlin, Londres, Paris, 1919-1939*, Paris, Seuil.
- Tamagne, Florence, 2006a, « Histoire des homosexualités en Europe: un état des lieux », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53, n^o 4, p. 7-32.
- Tamagne, Florence, 2006b, « Le 'crime du Palace': homosexualité, médias et politique dans la France des années 1930 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53, n^o 4, p. 128-149.

- Tremblay, Manon, David Paternotte et Carol Johnson (sous la dir. de), 2011, *The Lesbian and Gay Movement and the State. Comparative Insights into a Transformed Relationship*, Farnham, Ashgate.
- Tremblay, Manon, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Bérengère Marques-Pereira et Mariette Sineau (sous la dir. de), 2007, *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Van der Vleuten, Anna et Henri de Waele, 2011, « Judicial Activism in the European Court of Justice – The Case of LGBT Rights », *Michigan State Journal of International Law*, vol. 19, n° 3, p. 639-666.
- Varikas, Eleni, 2006, *Penser le sexe et le genre*, Paris, Presses universitaires de France.
- Weyembergh, Anne et Sinziana Carstocea (sous la dir. de), 2006, *The Gay's and Lesbian's Rights in an Enlarged European Union*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Wilson, Angelia (sous la dir. de), à paraître, *Situating Intersectionality*, Basingstoke, Palgrave.
- Zaganiaris, Jean, 2012, « La question queer au Maroc : identités sexuées et trans-genre au sein de la littérature marocaine de langue française », *Confluences Méditerranée*, n° 80, p. 145-161.
- Zialo, Pierre-Paul et Gilles Bastin (sous la dir. de), 2001, « Sexualités déviantes / sexualités militantes », *Terrains et travaux*, n° 2.